

Commune de Léo

Une seconde jeunesse pour la première mosquée de la ville

La ville de Léo (chef-lieu de la province de la Sissili) a connu une animation particulière le vendredi 10 décembre 1999.

La raison en était la cérémonie de démarrage des travaux de réhabilitation de la première mosquée de la localité, construite au XIXe siècle à l'époque des invasions djermabées en pays gourounsi.

C'est le ministre des Arts et de la Culture, M. Mahamoudou Ouédraogo *himself* qui a présidé l'événement auquel, outre le conseil communal de Léo au grand complet conduit par le maire Diakité Yacouba, assistaient également :

- le ministre de la Promotion de la femme, Mme Marie Gisèle Guigma née Diasso ;
- les députés Daouda Bayili du Sanguié et Alassane Yago de la Sissili ;
- un représentant du ministère de l'Administration territoriale et de la Sécurité (MATS) ;

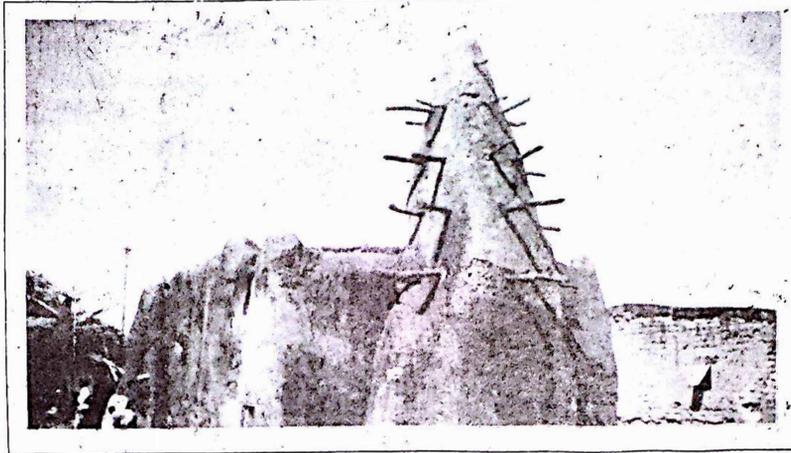


Le haut-commissaire de la Sissili, M. Jean-Paul Ouédraogo

- le directeur général du patrimoine culturel ;
- etc.

Tout ce beau monde a été accueilli par une communauté musulmane fortement mobilisée et dont il faut signaler au passage qu'elle représente 80% de la population de Léo.

Comme toujours en pareille cérémonie on a eu droit à une flopée d'interventions. Ici, c'est le président de la Communauté musulmane de Léo, le chef de la cellule Projets de la mairie et le maire lui-même qui ont donné le ton en souhaitant tout à tour la bienvenue aux illustres invités



La première mosquée de Léo construite en 1880. Elle sera bientôt réhabilitée

et en exprimant leur gratitude au ministre chargé des Arts et de la Culture grâce auquel le projet a été rendu possible. C'était après le doua dit par l'imam de la ville de Léo.

L'occasion faisant le larron, le haut-commissaire de la Sissili, M. Jean Paul Compaoré a lui, profité de l'opportunité pour rappeler que sa province regorge de nombreux sites historiques qui ont besoin de réhabilitation. Il s'agit notamment des bâtiments construits pendant la colonisation (NDLR : l'ancienne résidence du haut-commissaire par exemple) et dont l'un d'eux pourrait accueillir un futur musée national. Une idée favorablement accueillie par le ministre Mahamoudou Ouédraogo qui a salué "l'intérêt maintes fois manifesté par les autorités de la ville pour le patrimoine culturel de la commune..."

A la communauté musulmane de Léo et de la province de la Sissili il a rappelé que "si la mosquée est certes un lieu de culte accueillant



Le maire de Léo, M. Yacouba Diakité

des croyants dans leur élan vers Dieu, il ne faut guère perdre de vue sa dimension culturelle, témoin matériel d'une civilisation, et ce faisant, sa charge historique".



M. René Zongo, le patron de World construction qui assurera le contrôle de la réhabilitation, expliquant leur action au ministre de la Culture, Mahamoudou Ouédraogo



L'Imam de Léo pendant son Doua

Il a du même coup félicité tous ceux qui ont contribué à éviter ainsi le sort qui a été celui de nombreuses mosquées centenaires au Burkina : la destruction !

Le ministre des Arts et de la Culture a ensuite annoncé que son plan d'action est de travailler à moyen terme à l'inscription sur une liste nationale officielle de tous les monuments sur l'ensemble du territoire du Burkina. Et, a-t-il dit, "la mosquée de Léo remplit les conditions pour être inscrite sur la liste des sites et monuments du Burkina". Ce qui a suscité des applaudissements nourris. Mais pour commencer, il a souhaité que la culture s'harmonise avec le développement. Ce qui nécessitera une ouverture aux conditions de ce développement dont la première est l'acceptation de la dimension culturelle de la mosquée. Ce qui appelle sa visite par le public avec paiement d'un droit d'entrée qui contribuera à son entretien. Et le ministre de suggérer que la mosquée restaurée soit intégrée dans un circuit de visite touristique. La pose de la première pierre symbolisant le démarrage des travaux de réhabilitation et une remise de cadeaux (des ignames, un bélier et des coqs) ont clos la cérémonie.

Signalons que les travaux de réhabilitation, d'un coût d'environ trente (30) millions de francs CFA (financés par le ministère des Arts et de la Culture) sont prévus pour durer trois (3) mois et seront contrôlés par le bureau d'études "World construction" de monsieur René Zongo.